

Réseau ferré de France

**Décision du 23 décembre 2002  
portant délégation de signature**

NOR : *EQUT0310143S*

Le président de Réseau ferré de France,

Vu la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire ;

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret du 12 juillet portant nomination du président de Réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit conseil a délégué une partie de ses pouvoirs à son président, et a défini les principes de délégation de compétences du président à certains responsables de l'établissement ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 9 mars 2000 modifiée arrêtant la structure générale de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 20 novembre 2000 portant organisation de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 23 décembre 2002 portant désignation de M. Luc Roger comme chargé par intérim des fonctions de directeur des ressources internes,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Luc Roger, directeur des ressources internes, dans la limite des fonctions de directeur des ressources internes qui lui ont été conférées par intérim, pour signer, dans le respect des procédures et de la répartition des pouvoirs financiers définies au sein de l'établissement et à l'exception des affaires que le président se réserve, toute autorisation de passation de marchés liés au fonctionnement de l'établissement ou de leurs avenants dans la limite de 1,5 million d'euros.

Article 2

Délégation est donnée, dans les mêmes conditions, à M. Luc Roger pour signer tout marché lié au fonctionnement de l'établissement ou avenant dans la limite de 16 millions d'euros.

J.-P. Duport